

# FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0472 du 23 au 29 sept 2024

**Magazine**

## AFRIQUE DU SUD

# UNE APPLICATION MOBILE POUR DÉTECTER LA TUBERCULOSE

FIRST AFRIQUE, Le vrai visage de l'information. Siret: 52824976600023 CMA - LILLE / FRANCE



**BÉNIN**  
**Sécurité**  
**des Patients**  
**en Pleine Révolution**

# Sommaire

## SANTÉ

SÉCURITÉ DES PATIENTS EN PLEINE RÉVOLUTION



BENIN

## BÉNIN

50 JEUNES FORMÉS POUR L'AUTONOMIE



BENIN

## TCHAD

UNE COOPÉRATION RENFORCÉE AVEC L'ONU A NEW YORK



INTER

## AFRIQUE DU SUD

UNE APPLICATION MOBILE POUR DÉTECTER LA TUBERCULOSE



AFRIQUE

## NIOTO

UN RÊVE QUI MASQUE L'INCAPACITÉ A PROSPÉRER



ECONOMIE

## Nouveau Champ de Bataille Géopolitique

L'Afrique est devenue un terrain de jeu géopolitique majeur, où la Russie, la Chine et l'Occident rivalisent pour accroître leur influence. Depuis quelques années, cette compétition s'intensifie, marquant un virage stratégique décisif pour les économies et les systèmes politiques africains. Alors que l'Occident, historiquement dominant, semble marquer un retrait partiel, de nouveaux acteurs se positionnent avec force.

La Russie, par l'intermédiaire de ses entreprises militaires privées comme le groupe Wagner, a redéfini ses relations avec plusieurs pays africains, notamment au Sahel et en Centrafrique. En promettant une aide sécuritaire rapide, la Russie comble un vide laissé par les anciennes puissances coloniales, souvent perçues comme trop bureaucratiques. Cette présence militaire renforce son emprise politique, parfois au détriment de la stabilité démocratique.

De son côté, la Chine mise sur une stratégie économique agressive à travers son initiative des Nouvelles Routes de la Soie. En investissant massivement dans les infrastructures africaines, Pékin gagne non seulement des alliés économiques, mais aussi une influence politique croissante. Cependant, ces investissements suscitent des craintes liées à la dépendance financière des États africains envers la Chine.

L'Occident, longtemps garant de la stabilité démocratique, semble adopter une approche plus passive, privilégiant les sanctions et l'aide humanitaire. Pourtant, face à la montée des autocraties et des influences extérieures, cette stratégie paraît de plus en plus insuffisante. Les pays africains, entre choix stratégiques et pressions extérieures, doivent désormais naviguer dans des eaux agitées. Beaucoup cherchent à diversifier leurs partenariats pour ne pas se retrouver otages d'un seul pouvoir hégémonique. Certains pays, comme le Ghana ou l'Éthiopie, tentent de se positionner comme acteurs clés en jouant sur plusieurs tableaux à la fois, tout en protégeant leur souveraineté. Cependant, cette course à l'influence met en lumière les défis auxquels les dirigeants africains font face : négocier les termes de ces alliances tout en préservant leur indépendance politique et économique.

Cette nouvelle lutte pour l'Afrique a des répercussions directes sur les démocraties locales, les économies et les souverainetés. Les pays africains se retrouvent pris dans un jeu d'alliances où la souveraineté nationale risque de se diluer, alors même que les promesses de prospérité restent souvent illusoires. Le continent, une fois de plus, devient un champ de bataille pour les ambitions mondiales.

**Wilfrid KINT.**



# 50 JEUNES FORMÉS POUR L'AUTONOMIE



**Dans un effort pour renforcer l'autonomisation des jeunes au Bénin, le Projet YES (Jeunes, Éducation et Santé) a officiellement lancé son premier bootcamp à Natitingou. Ce projet, porté par le Ministère des Sports en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), vise à promouvoir l'entrepreneuriat social, l'accès aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive, ainsi que la lutte contre les violences basées sur le genre. Le bootcamp de Natitingou, qui s'est tenu du 15 au 20 septembre 2024, a permis de former 50 jeunes sélectionnés à l'issue d'un appel à candidatures.**

Le Projet YES s'inscrit dans un contexte où l'autonomisation des jeunes est devenue une priorité nationale. En effet, le Bénin, comme beaucoup de pays africains, connaît une population jeune en forte croissance. Cependant, cette dynamique démographique s'accompagne de défis sociaux et économiques majeurs, dont le chômage des jeunes, l'inégalité des genres et un accès limité à l'éducation et aux services de santé reproductive.

Le choix de Natitingou pour accueillir ce premier bootcamp est symbolique, car cette commune du nord-ouest du Bénin fait face à des défis particuliers en termes d'accès à l'édu-

cation et aux opportunités économiques. Pour Judaël BIAOU, Directeur de la Jeunesse, des Loisirs et de la Vie Associative (DJLVA), cette initiative représente un pas important dans la lutte contre les obstacles qui freinent l'autonomisation des jeunes. « Ce projet permettra aux jeunes de bénéficier de financement du Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF) pour développer des projets à impact social », a-t-il déclaré, soulignant l'importance du soutien international pour la réussite de cette mission.

Pendant les cinq jours de formation, les 50 participants ont été initiés à des thématiques variées. L'entrepreneuriat social

et solidaire a été au cœur des discussions, avec des ateliers pratiques visant à aider les jeunes à identifier des idées de projets qui répondent à des problématiques locales tout en générant des revenus. Cette approche permet de concilier impact social et développement économique, une démarche essentielle pour assurer une autonomie financière durable.

Outre l'entrepreneuriat, les participants ont également reçu une éducation approfondie sur la santé sexuelle et reproductive, un aspect souvent négligé dans les programmes d'autonomisation des jeunes. Ils ont appris à mieux comprendre leurs

# TRANSPARENCE, JUSTICE ET MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

droits reproductifs et à reconnaître l'importance de la santé sexuelle dans leur développement personnel et social. Cette formation vient répondre à un besoin urgent d'éducation dans un contexte où le manque d'informations fiables sur ces sujets entraîne des risques accrus de grossesses précoces et de maladies sexuellement transmissibles.

Un autre point fort du bootcamp a été la sensibilisation à la lutte contre les violences basées sur le genre. Dans de nombreuses régions du Bénin, les jeunes femmes sont souvent confrontées à des pratiques discriminatoires qui limitent leur accès à l'éducation et à l'emploi. En formant les jeunes sur ces problématiques, le Projet YES espère non seulement favoriser une prise de conscience collective, mais aussi encourager des actions concrètes pour lutter contre ces injustices. La formation inclut des discussions sur les lois existantes et sur les moyens de signaler les abus, tout en promouvant une culture de respect mutuel et d'égalité.

Le succès de cette première session à Natitingou ne marque que le début d'une série d'initiatives similaires à travers le pays. Le projet YES prévoit d'organiser des bootcamps dans trois autres villes : Parakou, Kandi et Ouidah,

avec pour objectif de former au total 200 jeunes issus de divers horizons. Ce déploiement progressif permettra d'adapter les formations aux réalités locales de chaque région, garantissant ainsi que les jeunes bénéficient des outils et du soutien nécessaires pour réussir dans leur communauté.

Au-delà des compétences acquises lors du bootcamp, les participants pourront bénéficier d'un accompagnement continu. En effet, le Projet YES prévoit de suivre l'évolution des jeunes formés et de les soutenir dans la mise en œuvre de leurs projets. Grâce à l'appui du Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF), certains d'entre eux pourront accéder à des financements pour concrétiser leurs idées d'entrepreneuriat social.

Le Projet YES représente

une véritable opportunité pour les jeunes du Bénin de prendre en main leur avenir. L'initiative mise non seulement sur la formation, mais aussi sur le soutien financier et l'accompagnement des jeunes dans la réalisation de leurs ambitions. En leur fournissant des outils pour développer des projets durables et en leur donnant accès à des informations cruciales sur la santé sexuelle et reproductive, le projet vise à créer une génération de jeunes leaders capables d'apporter un changement positif dans leurs communautés.

Ce programme, soutenu par l'UNFPA et le gouvernement béninois, s'inscrit dans une vision à long terme de développement. En mettant l'accent sur des domaines aussi variés que l'entrepreneuriat, la santé, et les droits, il cherche à offrir aux jeunes les compétences et les connais-

sances nécessaires pour répondre aux défis actuels, tout en favorisant une société plus égalitaire et plus juste.

**Avec la fin du premier bootcamp du Projet YES à Natitingou, le Bénin envoie un signal fort sur sa volonté d'investir dans la jeunesse et de l'aider à devenir un moteur de développement. Cette initiative, qui allie formation, éducation et autonomisation financière, pourrait servir de modèle pour d'autres pays en Afrique confrontés aux mêmes défis. En formant et en soutenant 200 jeunes à travers le pays, le Projet YES contribue à construire un avenir où les jeunes sont non seulement des bénéficiaires de politiques publiques, mais aussi des acteurs de changement.**

*La rédaction*





# L'OPPOSITION CLAQUE LA PORTE DES DISCUSSIONS



**À** moins de deux mois des élections législatives anticipées prévues pour le 17 novembre 2024, la situation politique au Sénégal est marquée par des tensions croissantes. Ce samedi, une réunion capitale organisée par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Jean-Baptiste Tine, visant à discuter des préparatifs des futures législatives, a pris une tournure inattendue. Bien que 123 formations politiques aient partici-

pé aux échanges, la rencontre a été perturbée par le départ soudain des principaux représentants de l'opposition, un geste symbolique qui illustre le climat de méfiance entre le gouvernement et les forces politiques adverses.

Les élections législatives anticipées au Sénégal se dérouleront dans un contexte politique tendu, marqué par des débats houleux sur la transparence électorale et la crédibilité du processus.

L'Alliance pour la transparence des élections (Atel), une nouvelle plateforme de l'opposition regroupant une centaine de partis et de mouvements politiques, avait formulé plusieurs revendications en amont de cette réunion. Parmi leurs principales exigences figurait l'annulation des dispositions déjà prises par le gouvernement concernant le prochain scrutin.

Cependant, à peine quelques minutes après l'ouverture de la réunion,

les discussions ont pris un tournant inattendu. Selon Oumar Sarr, porte-parole de l'Atel, le ministre de l'Intérieur a rejeté en bloc les demandes de révision des décisions déjà adoptées. Ce refus catégorique a provoqué la colère des membres de l'opposition qui ont décidé de quitter la rencontre. « D'habitude, nous discutons et on pouvait avoir des divergences, mais nous trouvons des consensus. Comme une espèce de ruse, ils ont essayé de fixer les dates et prendre les dispositions,

# L'OPPOSITION CLAQUE LA PORTE DES DISCUSSIONS

puis nous appeler à une «concertation» », a déclaré Oumar Sarr pour justifier leur départ.

Le départ précipité des membres de l'opposition a immédiatement été interprété comme un acte de protestation. Cependant, cette rupture soudaine du dialogue révèle des divergences profondes sur la manière dont le processus électoral est géré. L'opposition accuse le gouvernement de manœuvres pour imposer des règles du jeu sans véritable concertation préalable.

Cette tension autour des législatives anticipées est loin d'être un événement isolé. Les dernières années ont vu se multiplier les critiques à l'égard du pouvoir en place, accusé d'utiliser l'appareil d'État pour façonner les règles électorales à son avantage. Pour l'Atel et ses sympathisants, le processus démocratique doit être réformé en profondeur pour garantir une participation équitable de toutes les forces politiques. Ils estiment que les récentes décisions prises par le gouvernement ne respectent pas les principes de transparence nécessaires pour une élection libre et crédible.

Néanmoins, cette position n'est pas partagée

par tous les acteurs politiques. Certains estiment que l'opposition, en choisissant le boycott, fragilise elle-même le processus démocratique. C'est ce qu'a affirmé le Dr Ibrahima Mbow, président de l'Union citoyenne Bunt-Bi et membre de la coalition présidentielle. Selon lui, les membres de l'Atel avaient prémédité leur départ : **« C'était un jeu, ils avaient prévu de partir d'ailleurs. Quand on demande à un ministre de remettre en cause un décret présidentiel, ce n'est même pas sérieux. C'était de l'enfantillage, mais vous l'avez vu, le Sénégal avance quoiqu'il en coûte parce que ce sont les populations qui veulent que le pays avance. »**

De son côté, le ministre de l'Intérieur, Jean-Baptiste Tine, a exprimé ses regrets quant au départ des représentants de l'opposition. Il a qualifié leur décision de «boycott», une tactique qu'il juge inefficace et contre-productive dans le cadre d'un processus démocratique. « C'est dommage qu'ils soient partis, le boycott ce n'est pas une position politique pertinente. Ça s'est démontré à travers l'histoire, donc j'appelle Atel à rejoindre l'attelage électoral avant qu'il ne soit trop tard », a-t-il déclaré en réponse aux

événements.

Le ministre a également tenu à saluer l'attitude des autres participants de la réunion, qui sont restés et ont contribué, selon lui, à un dialogue constructif. Pour lui, la réunion a permis de faire avancer le processus électoral malgré le retrait de certains. « Le Sénégal a une longue tradition de démocratie. Ce sont les élections qui déterminent l'avenir de notre pays, et il est essentiel que tous les acteurs y participent. Le dialogue est la clé pour avancer ensemble », a-t-il ajouté.

Le départ de l'Atel de cette réunion marque une nouvelle étape dans la crise politique qui secoue le Sénégal depuis plusieurs mois. Les tensions entre le gouvernement et l'opposition ne cessent de s'aggraver à l'approche des législatives anticipées. Les élections du 17 novembre seront cruciales pour redéfinir l'équilibre politique du pays et déterminer la composition de l'Assemblée nationale pour les années à venir.

Cependant, l'avenir du processus électoral reste incertain. Le boycott par l'opposition d'une partie des discussions pourrait remettre en question la légitimité du scrutin, surtout si l'Atel et d'autres plate-

formes politiques décident de poursuivre dans cette voie de confrontation. Si l'opposition reste sur ses positions et refuse de participer à l'organisation des élections, le risque d'un scrutin contesté et d'une instabilité politique pourrait devenir réel.

Le Sénégal, souvent présenté comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, traverse actuellement une période de turbulence. Les enjeux politiques sont particulièrement élevés, et la capacité des différents acteurs à dialoguer et à trouver des compromis sera déterminante pour garantir la paix sociale et la stabilité du pays. Le départ de l'opposition de la réunion de ce samedi reflète une fracture qui va au-delà de simples divergences sur les modalités techniques des élections.

**À moins de deux mois des législatives anticipées, l'avenir reste incertain. Les prochaines semaines seront décisives pour savoir si le gouvernement et l'opposition parviendront à rétablir un dialogue constructif ou si la confrontation actuelle se transformera en une crise politique majeure.**

Wilfrid K./La rédaction



# UN RÊVE QUI MASQUE L'INCAPACITÉ A PROSPÉRER



**La Nouvelle Industrie des Oléagineux du Togo (NIOTO), sous la direction de Thierry Awesso, peine à répondre aux attentes malgré son potentiel immense. En surface, NIOTO semble avoir tout pour réussir : une production annuelle de 20 000 tonnes de beurre de karité, un produit clé pour les industries cosmétique et agroalimentaire. Cependant, derrière ces chiffres se cache une réalité bien plus sombre. Thierry Awesso,**

**PDG de l'entreprise, préfère surfer sur des rêves d'avenir prometteur plutôt que d'adresser les problèmes réels et persistants qui freinent véritablement le développement de l'usine.**

Depuis plusieurs années, NIOTO fait face à des défis majeurs en matière de production. Le principal obstacle ? Des équipements industriels obsolètes et sous-dimensionnés. Thierry Awesso ne cesse de rappeler que «la ca-

pacité de production est limitée», mais cette déclaration est bien plus qu'un simple constat : elle reflète une incapacité chronique à moderniser les infrastructures de l'usine.

Plutôt que de reconnaître cette réalité et d'agir, le PDG semble préférer afficher un optimisme exacerbé et déconnecté des faits. Alors que les exigences du marché augmentent, en particulier à l'international, NIOTO continue d'utiliser des équipements de taille

moyenne, largement insuffisants pour répondre à la demande croissante. En d'autres termes, l'entreprise fonctionne en sous-régime, incapable de capitaliser sur un marché du beurre de karité en plein essor.

Le rêve de Thierry Awesso est de voir NIOTO s'imposer comme un acteur majeur sur la scène internationale. Mais cet objectif semble de plus en plus illusoire. Le secteur du beurre de karité, bien que florissant, est extrêmement compétitif, et les normes inter-



# UN RÊVE QUI MASQUE L'INCAPACITÉ A PROSPÉRER

nationales sont de plus en plus strictes. Malgré cela, NIOTO continue de rencontrer d'énormes difficultés pour répondre aux standards de qualité exigés par les marchés étrangers.

Thierry Awesso reconnaît que 90 % du beurre de karité produit par NIOTO est destiné à l'industrie agroalimentaire, un secteur aux normes particulièrement rigoureuses. Pourtant, malgré ce constat, l'entreprise semble incapable d'investir suffisamment dans l'amélioration de ses processus de production pour répondre à ces exigences. Les difficultés d'exportation de NIOTO ne sont donc pas simplement des «complications» dues à la rigueur des normes internationales, mais le résultat direct d'une mauvaise gestion et d'un manque d'anticipation.

Un autre problème fondamental réside dans la gestion des capitaux. NIOTO est majoritairement détenue par des partenaires internationaux, avec 78 % du capital appartenant à GEOCOTON (anciennement la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles). Malgré cette

solidité financière apparente, l'entreprise souffre d'un manque d'investissement pour renouveler ses infrastructures et accroître sa production.

Il est clair que le renouvellement des équipements et l'augmentation des investissements sont cruciaux pour moderniser NIOTO. Cependant, Thierry Awesso semble ignorer ces priorités essentielles. Il parle de la nécessité de «maintenir le niveau de performance» tout en évitant de prendre les décisions qui permettraient réellement à l'entreprise de prospérer. Plutôt que de lancer un plan d'investissement massif pour moderniser les installations et améliorer la compétitivité de l'entreprise, il préfère afficher une foi aveugle en des jours meilleurs.

Ce qui frappe le plus dans la gestion de NIOTO par Thierry Awesso, c'est cet optimisme persistant, mais profondément déconnecté de la réalité. Malgré les défis flagrants auxquels l'entreprise fait face – des équipements obsolètes, des difficultés d'accès aux marchés internationaux, une capacité de production limitée – le PDG continue

de peindre un tableau d'avenir brillant pour NIOTO.

Cet optimisme pourrait être inspirant s'il était soutenu par des actions concrètes. Mais en l'absence de réformes et d'investissements nécessaires, il apparaît plutôt comme une stratégie pour masquer les échecs et les lacunes de sa gestion. L'usine pourrait réaliser son potentiel, mais tant que Thierry Awesso ne prendra pas les mesures adéquates, ce rêve restera hors d'atteinte.

Le véritable problème de NIOTO n'est donc pas seulement lié à des circonstances extérieures, mais à une incapacité à réagir face aux défis. L'entreprise est aujourd'hui dans une impasse, piégée par un manque de vision stratégique de la part de son dirigeant. Les équipements sont obsolètes, les normes internationales se durcissent, et les investissements manquent cruellement. Pourtant, Thierry Awesso continue de faire comme si la situation allait s'améliorer d'elle-même.

L'entreprise pourrait être un fleuron de l'industrie togolaise, capable de conquérir des parts de marché à l'international. Mais cette ambition

nécessite des actions concrètes, des réformes profondes et des investissements massifs. Le manque de pragmatisme et l'aveuglement du PDG mettent en péril non seulement l'avenir de NIOTO, mais aussi celui des milliers de travailleurs et partenaires qui dépendent de cette entreprise.

**NIOTO est à la croisée des chemins. L'entreprise a le potentiel pour devenir un leader dans le secteur des oléagineux, en particulier dans la production de beurre de karité. Cependant, cet avenir prometteur semble compromis par une mauvaise gestion et une stratégie d'investissement insuffisante. Le rêve d'un avenir prospère est certes séduisant, mais sans actions concrètes pour moderniser les infrastructures, améliorer la compétitivité et respecter les normes internationales, il restera un simple mirage. Thierry Awesso doit abandonner l'illusion et se concentrer sur les réformes nécessaires pour transformer ce rêve en réalité.**

Wilfrid K./La rédaction

# F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE  
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

**Global Leader**  
Wilfrid KINTOSSOU

**Directeur de Publication**

Wilfrid KINTOSSOU

**Rédacteur en Chef**

Joseline Folly.

C. Cakpo

**Secrétaire de Rédaction**

Audrey K. Segbo

**Rédaction**

Joseline F.

Syste Fiacre

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

**Correction**

Pascal HOUNKPATIN

**Palette Graphique**

First Afrique Prod

**Editeur**

**FIRST AFRIQUE**

**N°Siret 528249766**

**RCS LILLE METROPOLE/France**

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : [direction@firstafrique.tv.bj](mailto:direction@firstafrique.tv.bj)

[www.firstafrique.tv.bj](http://www.firstafrique.tv.bj)

Avec First Afrique Tv,  
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité  
autrement.

# MYSTÉRIEUSE DISPARITION DU LEADER DU PSF

**L**a disparition soudaine de Robert Gam, secrétaire général du Parti socialiste sans frontières (PSF), soulève de vives inquiétudes au Tchad. Depuis qu'il a quitté les locaux de son parti le vendredi 20 septembre 2024, aucune trace de lui n'a été retrouvée. Le PSF accuse les services secrets tchadiens d'être à l'origine de ce qu'il qualifie d'« enlèvement », dans un contexte de tensions accrues entre l'opposition et le pouvoir.

Tout a commencé le vendredi 20 septembre, en fin d'après-midi, lorsque Robert Gam a quitté le siège du PSF, situé à N'Djamena, à bord d'une petite moto. Selon ses proches, il avait informé ses compagnons qu'il rentrait directement chez lui, mais il n'est jamais arrivé à destination. Depuis lors, ni sa famille, ni les membres de son parti n'ont eu de ses nouvelles. Ce silence prolongé a immédiatement déclenché des recherches intensives de la part du PSF.

Les responsables du parti ont cherché Gam dans les hôpitaux, les commissariats et même les bureaux des Rensei-

gnements généraux, sans succès. L'un des cadres du PSF a confié à la presse : « Nous avons été partout [à N'Djamena], mais c'est comme s'il s'était volatilisé. » Ce manque d'informations a rapidement nourri les soupçons du parti qui pointe du doigt les services secrets tchadiens, les accusant d'avoir orchestré sa disparition.

L'accusation du PSF contre les services secrets tchadiens repose sur un climat de tensions qui persiste depuis plusieurs mois entre le pouvoir en place et l'opposition, en particulier après la mort tragique de Yaya Dillo, l'ancien leader du PSF. Le 29 février 2024, Dillo a été tué d'une balle dans la tête lors d'un assaut militaire contre le siège du parti, quelques semaines avant la présidentielle

de mai.

Suite à cet événement, Robert Gam avait naturellement pris la tête du parti, poursuivant la ligne d'opposition ferme instaurée par Dillo. Depuis lors, il est devenu un symbole de résistance contre le régime tchadien. Dans ce contexte, le PSF affirme que Gam était dans le collimateur des services de renseignement et faisait régulièrement l'objet de menaces, de harcèlements et d'intimidations.

Selon un cadre du PSF, ces intimidations se sont intensifiées au fil des mois. Peu avant sa disparition, des motos suspectes et des véhicules sans plaques d'immatriculation auraient été aperçus autour du siège du parti. Pour le PSF, ces éléments pointent clairement vers une im-

plication des services secrets, même si aucune preuve tangible n'a encore été avancée.

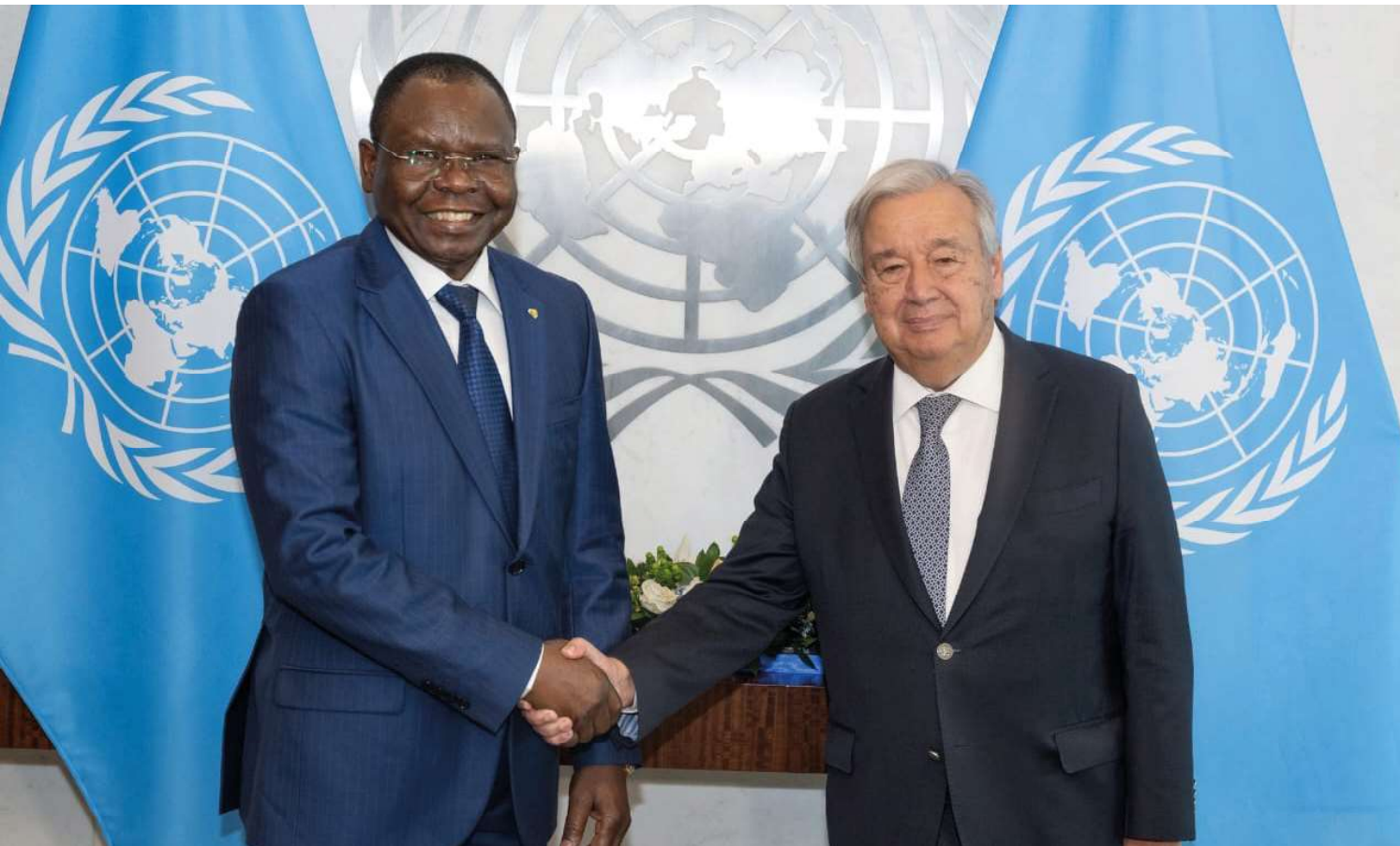
La disparition de Robert Gam intervient à un moment crucial pour le PSF. Après la mort de Yaya Dillo, le parti a vu plusieurs de ses militants arrêtés lors de l'assaut contre son siège. Robert Gam s'était donné pour mission de faire libérer ces militants et n'avait pas hésité à poser un ultimatum au gouvernement tchadien, menaçant d'organiser des manifestations à l'échelle nationale si les militants n'étaient pas relâchés.

Ce climat de défiance envers le pouvoir en place a renforcé la détermination du PSF, mais il a également accentué les pressions sur ses dirigeants. Le PSF accuse directement l'Agence





# UNE COOPÉRATION RENFORCÉE AVEC L'ONU A NEW YORK



**Le 20 septembre 2024, le Premier ministre tchadien, Amb. Allah-Maye Halina, a rencontré le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, lors d'une audience stratégique à New York. Ce rendez-vous a permis de renforcer les relations entre le Tchad et l'ONU, et d'aborder plusieurs défis pressants pour le pays, dont la transition politique, la gestion des catastrophes naturelles et la crise des réfugiés soudanais.**

Au cœur des discus-

sions, la fin imminente de la transition politique au Tchad a occupé une place de choix. Depuis la prise de pouvoir de Mahamat Idriss Déby Itno après le décès tragique de son père, Idriss Déby, en 2021, le pays est en pleine restructuration. Le Premier ministre Halina a réitéré l'engagement du gouvernement à organiser les élections législatives et locales, étape cruciale pour clore cette phase transitoire. L'objectif est de renforcer la stabilité et la démocratie après plusieurs mois de réformes politiques et ins-

titutionnelles.

Antonio Guterres a exprimé son soutien à cette démarche, saluant le Tchad comme un exemple à suivre en matière de gestion de transitions complexes. Cette reconnaissance renforce la position du pays sur la scène internationale et montre que la communauté mondiale est attentive à ses efforts pour sortir de cette période délicate.

Autre sujet central de cette rencontre : les récentes inondations qui ont ravagé plusieurs ré-

gions du Tchad. Ce fléau a entraîné des pertes humaines tragiques et des dégâts matériels considérables, affectant des milliers de familles. Allah-Maye Halina a appelé à une solidarité internationale pour faire face à cette crise humanitaire. Le Premier ministre a particulièrement insisté sur la nécessité d'une assistance technique et financière pour reconstruire les infrastructures endommagées et venir en aide aux sinistrés.

Antonio Guterres a immédiatement manifesté

# UNE COOPÉRATION RENFORCÉE AVEC L'ONU A NEW YORK

té sa préoccupation, demandant au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de mobiliser des ressources pour aider le Tchad. Cette réponse rapide de l'ONU souligne l'importance de la coopération internationale dans la gestion des crises climatiques, un enjeu global qui touche de plein fouet les pays en développement comme le Tchad.

Un autre défi majeur discuté au cours de cette audience concerne l'afflux massif de réfugiés soudanais fuyant la guerre civile dans leur pays. Depuis le début du conflit au Soudan, des dizaines de milliers de réfugiés ont traversé la frontière pour chercher refuge au Tchad. Cet afflux soudain a exercé une pression énorme sur les infrastructures locales et sur les ressources déjà limitées du pays.

Le Premier ministre a évoqué les efforts déployés par le gouvernement tchadien pour accueillir et gérer cette crise migratoire, tout en appelant à un soutien accru de la communauté internationale. Antonio Guterres, conscient des implications huma-

nitaires, a renouvelé l'engagement des agences onusiennes à renforcer leur soutien pour améliorer les conditions de vie des réfugiés et faciliter leur intégration temporaire.

La contribution du Tchad à la paix et à la sécurité dans la région a également été largement reconnue. Le Secrétaire général de l'ONU a salué le rôle crucial des forces armées tchadiennes, déployées dans plusieurs missions internationales pour le maintien de la paix. Le courage et le professionnalisme des soldats tchadiens, en particulier au sein des opérations de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ont été soulignés comme des exemples à suivre. En tant que pilier de la stabilité régionale, le Tchad a souvent joué

un rôle de médiateur et de force d'intervention rapide lors des crises. La coopération militaire du pays avec les forces onusiennes et les partenaires internationaux est essentielle pour endiguer les menaces terroristes et les conflits armés qui déstabilisent le continent.

Cette audience entre Allah-Maye Halina et Antonio Guterres symbolise une étape importante dans la consolidation des relations entre le Tchad et l'Organisation des Nations Unies. Elle reflète un partenariat basé sur une vision commune : renforcer la paix, la stabilité et la résilience face aux défis climatiques et sécuritaires. Au-delà des défis immédiats, cette rencontre ouvre la voie à une coopération accrue sur des enjeux plus larges tels

que la gouvernance, le développement durable, et la gestion des crises humanitaires. Le Tchad, malgré ses difficultés, s'impose de plus en plus comme un acteur clé sur la scène africaine et internationale.

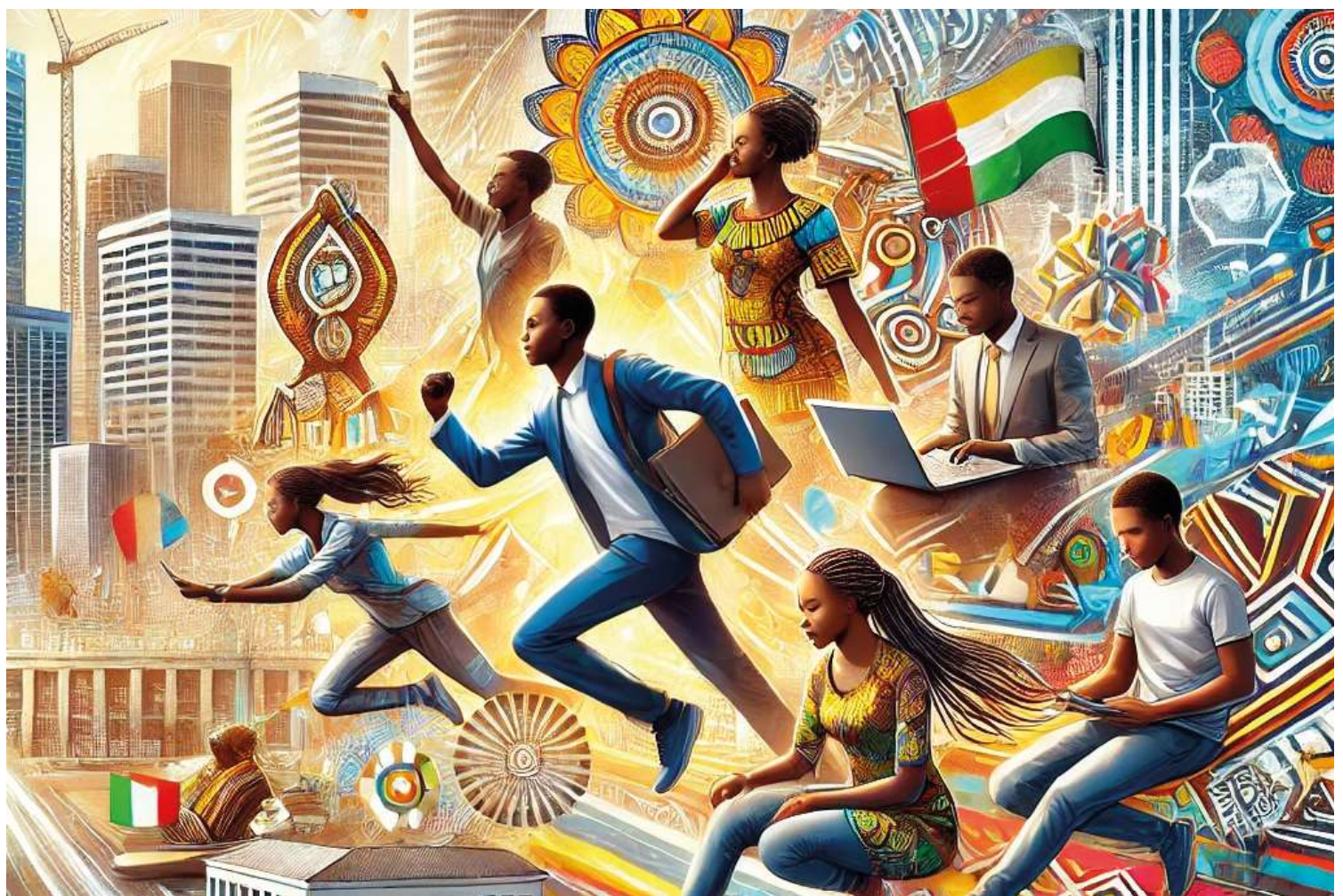
**L'optimisme affiché par les deux parties démontre que le Tchad a su transformer ses crises en opportunités pour renforcer ses institutions et devenir un modèle de résilience pour d'autres pays en transition. Cependant, la route reste semée d'embûches, et c'est à travers cette collaboration continue avec l'ONU et la communauté internationale que le Tchad pourra poursuivre son chemin vers une stabilité durable et prospère.**

*La rédaction*





# UN VIRAGE DÉCISIF POUR L'AUTONOMISATION DE LA JEUNESSE



**Le 18 septembre 2024, le gouvernement ivoirien a présenté un bilan mi-parcours particulièrement prometteur du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGOUV), lancé pour dynamiser l'autonomisation des jeunes. Avec 648 000 jeunes déjà directement impactés et des investissements massifs dans les infrastructures de formation, ce projet est un signal fort de l'engagement de l'État envers le développement socio-économique de sa**

**jeunesse.**

Le PJGOUV 2024 a pour ambition de transformer durablement le paysage socio-économique en Côte d'Ivoire en plaçant la jeunesse au cœur des priorités nationales. En effet, les jeunes représentent une force motrice indispensable pour le développement du pays, mais demeurent confrontés à d'importants défis, notamment l'accès à l'emploi, à la formation professionnelle et à des opportunités entrepreneuriales.

Avec une enveloppe budgétaire de 438,4 milliards de FCFA, dont 233,6 milliards alloués spécifiquement à la construction d'infrastructures dédiées à la jeunesse, ce programme s'attaque de manière concrète à ces enjeux. Amadou Coulibaly, porte-parole du gouvernement, a souligné lors du Conseil des ministres que l'objectif global du PJGOUV est d'impacter 1,5 million de jeunes d'ici la fin de l'année 2024.

L'un des axes majeurs du

PJGOUV réside dans le développement d'infrastructures de formation et d'accueil pour les jeunes. Ces infrastructures visent à offrir un environnement favorable à l'apprentissage de compétences clés, indispensables pour s'insérer sur le marché du travail ou lancer des initiatives entrepreneuriales. Les investissements massifs dans ce secteur témoignent de la volonté de renforcer les capacités locales et d'offrir aux jeunes Ivoiriens des perspectives d'avenir durables.



# UN VIRAGE DÉCISIF POUR L'AUTONOMISATION DE LA JEUNESSE

Avec des centres de formation rénovés ou créés dans plusieurs régions du pays, le gouvernement entend toucher une grande partie de la population jeune, notamment en milieu rural, où les opportunités sont plus limitées. Ces infrastructures, qu'il s'agisse de centres de formation professionnelle ou d'espaces dédiés à l'accompagnement entrepreneurial, permettent de former les jeunes dans divers secteurs d'avenir comme l'agriculture, les technologies numériques ou les métiers de l'artisanat.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au 30 juin 2024, le PJGOUV avait déjà impacté directement 648 000 jeunes. Ce résultat souligne la réussite du programme dans sa capacité à toucher un grand nombre de bénéficiaires. Grâce à une approche ciblée, adaptée aux réalités locales et aux besoins spécifiques des jeunes, le PJGOUV est parvenu à fournir des solutions concrètes dans des domaines variés, allant de la formation technique à l'appui à l'entrepreneuriat. Les jeunes bénéficiaires sont non seulement formés, mais également accompagnés dans leur insertion professionnelle, que ce soit dans le secteur privé, public ou dans le

cadre de projets d'auto-emploi. Cette approche holistique vise à résoudre les problèmes structurels qui freinent l'employabilité des jeunes en Côte d'Ivoire.

Outre la formation, le PJGOUV accorde une attention particulière à l'entrepreneuriat, un secteur clé pour répondre aux défis de l'emploi des jeunes. L'esprit d'entreprise est fortement encouragé, avec des programmes de financement et d'accompagnement spécifiques mis en place pour soutenir les jeunes entrepreneurs dans la création et la gestion de leurs propres entreprises. Dans un contexte où le marché de l'emploi ne peut absorber toute la jeunesse active, le soutien à l'entrepreneuriat devient un levier essentiel pour booster la croissance économique. Les jeunes sont encouragés à se lancer dans des initiatives innovantes, créatrices de valeur, et à contribuer activement au dynamisme économique du pays. De nombreux projets entrepreneuriaux, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des technologies et des services, ont ainsi vu le jour grâce à ce programme.

Si le bilan mi-parcours du PJGOUV 2024 est très en-

courageant, certains défis demeurent. La première difficulté réside dans la pérennité de ces initiatives. Il est essentiel que les actions menées ne soient pas éphémères et qu'elles aient un impact durable sur l'économie ivoirienne. Cela passe par la création d'un écosystème favorable à l'entrepreneuriat et à l'innovation, avec une participation accrue du secteur privé et un accompagnement technique constant. Par ailleurs, il est nécessaire de renforcer les partenariats avec les acteurs de la société civile, qui jouent un rôle primordial dans la mise en œuvre des programmes au niveau local. L'implication des collectivités locales, des organisations de jeunes et des entreprises privées est un facteur clé pour assurer la réussite du PJGOUV à long terme.

L'engagement du gouvernement ivoirien en faveur de la jeunesse est indéniable. Avec le PJGOUV, la Côte d'Ivoire montre qu'elle prend les mesures nécessaires pour répondre aux besoins croissants de sa population jeune, qui représente un levier stratégique pour l'avenir du pays.

Le Président Alassane Ouattara et son équipe gouvernementale ont fait de l'autonomisation des

jeunes un pilier central de leur politique de développement. Pour eux, une jeunesse bien formée, bien encadrée et disposant des outils nécessaires à son épanouissement est la clé d'une Côte d'Ivoire plus prospère et plus inclusive.

**Le Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGOUV) 2024 incarne la volonté d'une nation de miser sur sa jeunesse pour construire un avenir durable. Avec plus de 648 000 jeunes déjà impactés, des infrastructures modernisées et une approche ciblée en faveur de l'entrepreneuriat, les résultats sont prometteurs. Cependant, la réussite à long terme de cette initiative dépendra de la capacité du gouvernement à maintenir ces efforts, à s'adapter aux besoins évolutifs des jeunes et à renforcer les partenariats public-privé.**

**Ce programme, en pleine expansion, est plus qu'un simple projet gouvernemental. Il est un véritable pari sur l'avenir de la Côte d'Ivoire et sur son rôle de leader dans la transformation économique de l'Afrique de l'Ouest.**

*La rédaction*

# SÉCURITÉ MAXIMALE AVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



**En prévision de l'Assemblée générale des Nations Unies qui doit se tenir dans les prochains jours à New York, la sécurité a été renforcée au siège de l'institution à Manhattan. Cette année, cet événement de portée internationale se déroule dans un contexte particulièrement tendu, marqué par des événements mondiaux majeurs et la campagne pour l'élection présidentielle américaine de 2024.**

Le complexe de l'ONU, situé au cœur de Manhat-

tan, voit chaque année affluer des centaines de dignitaires du monde entier. Mais l'Assemblée générale de 2024 s'annonce sous haute tension. Afin d'assurer la sécurité de cette rencontre cruciale, un dispositif impressionnant a été mis en place. Dans le centre de surveillance, un mur d'écrans affiche les images en temps réel des 1 400 caméras de sécurité réparties à travers le site. Ce système sophistiqué est complété par des alarmes, des alertes d'urgence et des contrôles d'accès renforcés aux portes sécurisées.

Les ordinateurs du centre de surveillance fonctionnent à plein régime pour actualiser en continu les informations sur les personnes accédant au complexe, assurant ainsi une surveillance rapprochée des mouvements. Chaque badge passé est vérifié, les images sont comparées à des bases de données, et des agents de sécurité circulent dans le bâtiment pour veiller à ce qu'aucune menace ne puisse perturber les discussions diplomatiques.

Cette Assemblée générale de l'ONU se déroule dans

une période particulièrement délicate sur le plan international. D'une part, l'élection présidentielle américaine impose une vigilance accrue, notamment pour la protection des candidats. Le président Joe Biden, ainsi que plusieurs candidats des primaires républicaines, bénéficient de la protection des services secrets, ajoutant une couche supplémentaire à la logistique sécuritaire.

D'autre part, la situation internationale reste marquée par des crises géopolitiques d'envergure. Parmi



# SÉCURITÉ MAXIMALE AVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

elles, le conflit israélo-palestinien occupe une place centrale. Le 7 octobre 2023, une attaque du Hamas contre Israël a déclenché une offensive militaire israélienne à Gaza. Ce conflit a non seulement causé des dizaines de milliers de victimes, mais il a également divisé l'opinion publique mondiale. Aux États-Unis et dans d'autres pays, des manifestations pro-israéliennes et pro-palestiniennes se sont multipliées, notamment sur les campus universitaires et dans les grandes villes. Cette polarisation politique a suscité des débats passionnés, rendant la gestion de la sécurité encore plus complexe pour les autorités. La présence de diplomates de pays soutenant différentes positions dans le conflit israélo-palestinien pourrait aggraver les tensions. New York, qui accueille ce grand rendez-vous diplomatique, devient ainsi le théâtre d'une vigilance extrême.

Les autorités américaines, en particulier les services secrets, collaborent étroitement avec les équipes de sécurité de l'ONU pour assurer la protection de l'événement. Chaque détail est pris en compte : de la sécurisation des trajets

des délégations entre les aéroports et le siège de l'ONU, aux mesures spéciales mises en place dans les hôtels où résideront les dignitaires.

En parallèle, la ville de New York renforce elle aussi ses dispositifs. Des forces de police supplémentaires sont mobilisées dans les quartiers autour de l'ONU et dans les zones où les délégations tiendront des réunions annexes. De nombreux lieux iconiques de la ville, habituellement ouverts aux visiteurs, sont temporairement fermés au public pour éviter tout risque.

L'ONU elle-même est une cible potentielle. Le rassemblement de centaines de diplomates et chefs d'État en un seul lieu attire inévitablement l'attention des groupes extrémistes. En 2024, cette menace est exacerbée par les récents attentats et par la montée de la violence politique dans certains pays. La coordination entre les services de renseignement nationaux et internationaux est donc capitale pour prévenir tout acte de violence.

L'élection présidentielle américaine de 2024 apporte une autre couche de complexité à l'Assemblée générale. Dans une Amé-

rique profondément divisée, où les tensions entre démocrates et républicains ne cessent de croître, la protection des personnalités politiques devient un véritable défi. Non seulement le président Biden participe à l'événement, mais de nombreux candidats républicains en campagne bénéficieront également d'une protection rapprochée. Cela implique une coordination entre les services de sécurité nationaux et ceux de l'ONU pour garantir la fluidité des opérations et éviter tout incident diplomatique.

Au-delà des enjeux locaux, cette Assemblée générale pourrait être marquée par des discussions sur les futures élections américaines et l'impact que celles-ci pourraient avoir sur la politique internationale. L'attention des médias sera donc double : à la fois sur les débats diplomatiques et sur la posture des candidats à l'élection présidentielle face aux questions internationales.

Outre les questions de sécurité, l'Assemblée générale de 2024 sera également marquée par des discussions cruciales sur des sujets tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire mondiale, et la régulation des

technologies émergentes. Des dirigeants de tous les continents se réuniront pour échanger sur ces questions d'une importance vitale pour l'avenir de la planète.

Cependant, dans un climat géopolitique aussi tendu, les diplomates devront jongler entre les discussions officielles et les dynamiques politiques internes de chaque pays. Les relations diplomatiques, fragilisées par des conflits comme celui en Ukraine ou au Moyen-Orient, pourraient également influencer les négociations et prises de décisions.

**Avec une sécurité renforcée et un contexte international particulièrement tendu, l'Assemblée générale de l'ONU en 2024 s'annonce comme l'une des plus délicates de ces dernières années. La ville de New York, symbole du multilatéralisme, se prépare à accueillir des dirigeants du monde entier, dans une atmosphère de vigilance extrême. Les enjeux de sécurité, mais aussi les défis politiques et diplomatiques, feront de cette rencontre un moment crucial pour l'avenir de la coopération internationale.**

# UNE APPLICATION MOBILE POUR DÉTECTER LA TUBERCULOSE



**D**es chercheurs sud-africains de l'université de Stellenbosch, en collaboration avec des partenaires européens, sont en train de développer une application mobile révolutionnaire capable de détecter des cas de tuberculose. Cette maladie

représente l'une des principales causes de mortalité en Afrique du Sud, avec plus de 230 000 cas enregistrés en 2022. Cette innovation pourrait transformer la façon dont la tuberculose est détectée et traitée dans le pays, améliorant ainsi la santé

publique et sauvant potentiellement des milliers de vies.

L'application permettrait à une infirmière de détecter un cas suspect de tuberculose simplement en utilisant un téléphone portable. Le professeur Grant Theron de l'université de

Stellenbosch explique : *« En utilisant le microphone intégré de n'importe quel téléphone portable, le personnel de santé peut demander au patient de tousser. Le son de la toux est enregistré et un programme analyse les caractéristiques spécifiques d'une toux pro-*



# UNE APPLICATION MOBILE POUR DÉTECTER LA TUBERCULOSE

**voquée par la tuberculose, déterminant ainsi si la personne est potentiellement positive et doit subir des tests supplémentaires.»**

Cette méthode innovante repose sur la reconnaissance des caractéristiques sonores d'une toux spécifique à la tuberculose. Grâce à des algorithmes sophistiqués et à l'intelligence artificielle, l'application peut analyser les enregistrements de toux et identifier des motifs qui seraient indétectables à l'oreille humaine. Il est important de noter que cette technologie n'offre pas un diagnostic final, mais constitue une première étape cruciale dans le processus de dépistage.

Actuellement, le dépistage de la tuberculose en Afrique du Sud et dans de nombreux autres pays en développement repose principalement sur des radiographies pulmonaires et des tests de laboratoire. Ces méthodes, bien que précises, sont coûteuses, nécessitent du personnel spécialisé et ne sont pas toujours disponibles dans les zones rurales ou reculées. En conséquence, près de la moi-

tié des cas de tuberculose en Afrique ne sont pas diagnostiqués, en grande partie à cause du manque de ressources.

**« Cette méthode est économique, rapide et très facile à utiliser pour déterminer si une personne doit être soumise à des examens plus approfondis pour vérifier la présence de tuberculose »,** ajoute le professeur Theron. **« Aujourd'hui, le dépistage nécessite souvent une radiographie pulmonaire, un équipement qui n'est pas disponible partout en Afrique. Avec cette application, seul un téléphone bon marché est nécessaire. »**

L'application mobile pourrait être particulièrement utile dans les régions où l'accès aux services de santé est limité. En permettant un dépistage préliminaire rapide et peu coûteux, elle peut aider à identifier les cas de tuberculose plus tôt, ce qui est crucial pour le traitement et la prévention de la maladie. Plus le dépistage est précoce, plus les chances de traitement efficace et de guérison sont élevées, réduisant ainsi le taux de mortalité lié à la tu-

berculose.

Le professeur Theron précise que l'application est prête à être déployée, mais qu'il reste des étapes cruciales à franchir avant qu'elle puisse être utilisée à grande échelle. **« Nous devons obtenir les autorisations nécessaires et les financements pour équiper les centres de santé et les hôpitaux. Cela permettra un dépistage plus large de la population. »**

Pour que l'application soit largement adoptée, il est nécessaire d'obtenir l'approbation des autorités de santé et de sécuriser des financements pour son déploiement. Les développeurs de l'application cherchent à collaborer avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les bailleurs de fonds internationaux pour obtenir les ressources nécessaires.

Le déploiement de cette technologie nécessitera également la formation du personnel de santé à son utilisation. Bien que l'application soit conçue pour être simple et intuitive, une formation

adéquate est essentielle pour garantir une utilisation efficace et précise. De plus, il sera crucial de sensibiliser les communautés à cette nouvelle méthode de dépistage pour encourager les gens à se faire tester.

**L'application mobile développée par les chercheurs sud-africains représente une avancée significative dans la lutte contre la tuberculose. En facilitant un dépistage rapide, économique et accessible, elle a le potentiel de transformer la manière dont la tuberculose est détectée et traitée, non seulement en Afrique du Sud, mais aussi dans d'autres régions du monde où la maladie reste un problème majeur de santé publique. Avec les autorisations et financements nécessaires, cette technologie pourrait devenir un outil essentiel pour réduire le taux de mortalité lié à la tuberculose et améliorer la santé globale des populations affectées.**

La rédaction  
FirstAfriqueTv

# SÉCURITÉ DES PATIENTS EN PLEINE RÉVOLUTION



**Le 17 septembre 2024, le Bénin a franchi une étape majeure pour garantir la sécurité des patients dans ses structures sanitaires, avec le lancement des manuels d'évaluation et de contrôle de la sécurité des patients. Ces outils, remis officiellement au Ministère de la Santé lors de la Jour-**

**née mondiale de la sécurité des patients, marquent un tournant décisif dans les réformes engagées pour améliorer la qualité des soins dans le pays.**

Depuis quelques années, le gouvernement béninois, sous l'impulsion du Président de la République, a initié

des réformes profondes dans le secteur de la santé. L'objectif est clair : garantir à chaque citoyen un accès à des soins de santé sûrs, abordables et adaptés à ses besoins. Parmi ces réformes, la sécurité des patients a pris une place centrale, avec la mise en œuvre de dispositifs spécifiques dans les hô-

pitaux et centres de santé de premier contact à travers tout le pays.

Le ministre de la Santé, Pr Benjamin Hounkpatin, a souligné l'importance de ces manuels comme des outils indispensables pour atteindre cet objectif. Élaborés en collaboration avec l'Autorité de Régulation du sec-



# SÉCURITÉ DES PATIENTS EN PLEINE RÉVOLUTION

teur de la Santé (ARS), ils visent à standardiser les pratiques et à éviter les préjudices liés aux erreurs de diagnostic, un enjeu critique pour la sécurité des patients. Selon l'OMS, 16 % des préjudices dans le système de santé proviennent de ces erreurs, touchant potentiellement 1 patient sur 10.

Lors de la cérémonie de lancement, le président de l'ARS, Dr Lucien Dos-sou-Gbété, a tenu à rappeler que ces manuels sont le fruit d'un travail collectif, impliquant différents acteurs du secteur sanitaire. «Les

manuels sont le résultat d'une co-construction», a-t-il précisé, avant d'évoquer les étapes de leur élaboration. Ils ont été testés dans 22 établissements à travers sept départements du Bénin, afin de s'assurer de leur pertinence et de leur efficacité sur le terrain.

Le Représentant résident de l'OMS par intérim, Dr Jean Kouamé Konan, a également pris la parole, rappelant l'importance d'un système de santé fiable où les patients peuvent se sentir en sécurité. Il a insisté sur le fait qu'une

meilleure gestion des diagnostics était essentielle pour éviter les préjudices et améliorer les résultats sanitaires.

Les manuels d'évaluation et de contrôle de la sécurité des patients dans les établissements hospitaliers et les structures de premier contact visent à offrir des protocoles clairs, permettant de renforcer la vigilance à tous les niveaux du système sanitaire. Ils définissent les standards à suivre pour éviter les erreurs médicales, encourager une culture de la sécurité et s'assurer que les formations sanitaires

respectent les normes de soins les plus rigoureuses.

La distribution de ces manuels à l'échelle nationale est une étape cruciale pour assurer leur application dans l'ensemble des structures sanitaires du pays. Le ministre de la Santé a réitéré l'engagement du gouvernement à faire en sorte que ces outils soient utilisés de manière systématique pour protéger les patients.

Avec le lancement de ces manuels, le Bénin montre clairement son engagement à améliorer les soins et à garantir un





# SÉCURITÉ DES PATIENTS EN PLEINE RÉVOLUTION



environnement médical plus sécurisé. Il s'agit là d'une avancée importante vers une couverture sanitaire universelle, où chaque citoyen, indépendamment de sa situation, peut accéder à des soins sûrs et de qualité.

Le Ministre Hounkpatin a conclu la cérémonie en remerciant les partenaires techniques et financiers qui ont per-

mis la réalisation de ces manuels, et a promis de veiller à leur diffusion dans tout le pays. Les prochaines étapes consisteront à renforcer les capacités des professionnels de santé pour assurer une mise en œuvre efficace et à maintenir une évaluation continue de la sécurité dans les établissements sanitaires.

**Le lancement de cette**

**stratégie d'évaluation de la sécurité des patients dans les établissements de santé au Bénin marque un pas important vers une meilleure qualité des soins. Grâce aux manuels d'évaluation, les structures sanitaires sont désormais mieux armées pour répondre aux exigences de sécurité, évitant ainsi les erreurs de diagnostic qui affectent de**

**nombreux patients. Il reste cependant crucial de maintenir cet élan, en assurant une formation continue et un suivi rigoureux pour que ces réformes portent leurs fruits à long terme. Le Bénin, par ces initiatives, se positionne comme un modèle en Afrique de l'Ouest en matière de sécurité des patients et d'amélioration de la qualité des soins.**

# MYSTÉRIEUSE DISPARITION DU LEADER DU PSF

nationale de sécurité de l'État (ANSE) d'avoir orchestré la disparition de Gam pour affaiblir le parti et éviter toute contestation majeure. Ces accusations surviennent alors que le parti continue d'exiger la libération de ses membres emprisonnés et de dénoncer les actions répressives du régime.

Jusqu'à présent, ni le gouvernement tchadien ni l'ANSE n'ont réagi aux accusations portées par le PSF. Cette absence de réaction officielle alimente encore plus les spéculations et accroît l'inquiétude des proches de Robert Gam. Des appels à la mobilisation commencent à émerger dans les rangs de l'opposition, certains craignant que ce silence ne presage du pire pour leur leader.

Cette situation pose de nombreuses questions sur la sécurité des acteurs politiques au Tchad, notamment ceux issus de l'opposition. Si les accusations du PSF s'avèrent fondées, la disparition de Robert Gam viendrait s'ajouter à une série de disparitions et de détentions arbitraires qui ternissent l'image du régime en place. L'opposition tchadienne, déjà

fragilisée par la mort de Yaya Dillo, se retrouve une fois de plus sous le feu des projecteurs, avec l'incertitude croissante sur le sort de son actuel dirigeant.

Au-delà de l'opposition politique, cette disparition met en lumière les tensions internes au Tchad, où les droits humains et la liberté d'expression restent des sujets sensibles. Le pays, gouverné par Mahamat Idriss Deby Itno depuis la mort de son père en 2021, tente de maintenir un semblant de stabilité dans un contexte marqué par des crises politiques récurrentes et une opposition en quête de reconnais-

sance.

Cependant, les méthodes de répression employées par le pouvoir risquent de détériorer encore davantage la situation. Si la disparition de Robert Gam est confirmée comme étant un acte orchestré par les autorités, cela pourrait entraîner une escalade des tensions, non seulement avec l'opposition, mais aussi avec la communauté internationale, qui surveille de près les évolutions politiques au Tchad.

Face à cette disparition mystérieuse, le PSF appelle à une mobilisation de ses militants et sympathisants pour obtenir des réponses. Le parti

exige des explications immédiates de la part du gouvernement et de l'ANSE, tout en demandant des actions concrètes pour retrouver Robert Gam.

**L'issue de cette affaire demeure incertaine, mais une chose est claire : la disparition de Robert Gam pourrait marquer un tournant dans les relations entre le pouvoir et l'opposition au Tchad. Le parti socialiste sans frontières, bien que fragilisé par cette disparition, semble déterminé à continuer son combat pour la justice et la démocratie.**

*La rédaction*



# LE PERSONNEL DE L'ONU A GAZA CRAINT D'ÊTRE CIBLE



**L**a situation à Gaza reste des plus tendues et violentes, avec des conséquences dramatiques non seulement pour les civils, mais aussi pour ceux qui tentent de les aider. Le personnel des Nations unies, et en particulier celui de l'UNRWA (l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens), est de plus en plus préoccupé par les risques auxquels il est exposé. Après une

**frappe aérienne israélienne meurtrière qui a frappé une école gérée par l'ONU, la crainte d'être directement ciblé grandit parmi les employés sur le terrain.**

Mercredi dernier, l'école Al-Jawni située à Nousseirat, au centre de la bande de Gaza, a été frappée par une bombe israélienne, tuant 18 personnes, dont six employés de l'UNRWA. Cette école, comme beau-

coup d'autres dans la région, avait été transformée en refuge pour des familles déplacées, cherchant à échapper à la violence incessante.

La frappe, qui a entraîné une vague de condamnations à l'international, est la plus meurtrière qu'ait subie l'UNRWA en plus de onze mois de conflit armé entre Israël et le Hamas. Ce nouvel épisode tragique a ravivé la question du

respect du droit international humanitaire et de la protection des civils et du personnel humanitaire en temps de guerre.

Les employés de l'ONU à Gaza sont aujourd'hui dans une situation de plus en plus précaire. Sam Rose, directeur adjoint de l'UNRWA, a déclaré à l'AFP que certains employés ont désormais peur de porter leur gilet officiel, identifiable, de l'ONU. «Un collègue a dit qu'ils ne



# LE PERSONNEL DE L'ONU A GAZA CRAINT D'ÊTRE CIBLE

portaient plus le gilet de l'UNRWA parce qu'ils ont le sentiment que cela fait d'eux une cible», a-t-il expliqué après s'être rendu sur le site de l'école détruite.

Ce sentiment traduit une réalité difficile à accepter pour ceux dont le travail consiste à fournir une assistance humanitaire. Si porter l'emblème de l'ONU, habituellement synonyme de protection, est perçu comme un risque, cela soulève de sérieuses questions sur le respect des normes internationales en matière de protection des personnels humanitaires dans des zones de conflit. Cette situation crée un dilemme tragique : comment continuer à apporter une aide vitale tout en protégeant la vie de ceux qui la délivrent ?

Le déroulement des événements ce jour-là ajoute une dimension poignante à cette tragédie. Selon les informations rapportées, les employés de l'UNRWA étaient en train de manger dans ce qui ressemblait à une salle de classe lorsque la bombe est tombée. Sam Rose a raconté que «le fils d'un membre du personnel avait apporté un repas», et qu'ils avaient initialement hésité à savoir où manger avant de se décider pour cette salle. La frappe a non seulement détruit une partie du bâtiment, mais elle a aussi annihilé ces moments

simples, ces instants de répit dans une zone de guerre dévastée.

Cet événement souligne une fois de plus les difficultés, voire les dangers, auxquels sont confrontés les acteurs humanitaires travaillant dans les zones de conflit. Depuis plusieurs années, les installations de l'ONU à Gaza, y compris les écoles et les centres de santé, sont régulièrement touchées par des frappes militaires, en dépit de leur statut protégé par le droit international.

Le fait que les employés de l'UNRWA soient tués dans l'exercice de leurs fonctions met en lumière la question plus large de la sécurité du personnel humanitaire en temps de guerre. Les travailleurs humanitaires ne sont pas des combattants. Leur mission est d'apporter une aide aux plus vulnérables, souvent dans des contextes où les ressources sont rares et les risques élevés. Mais lorsque les lignes de front deviennent floues et que des frappes visent des lieux censés être des refuges, cela remet en question la capacité même de ces organisations à opérer en toute sécurité.

La communauté internationale n'a pas tardé à réagir à cette frappe sur l'école Al-Jawni. Des voix se sont élevées pour dénoncer l'attaque et ap-

peler au respect du droit international humanitaire, qui interdit les attaques contre des civils et les infrastructures civiles, y compris les installations humanitaires. L'ONU elle-même, par la voix de plusieurs de ses responsables, a condamné l'attaque, appelant à une enquête indépendante pour faire la lumière sur cet événement tragique et pour que justice soit rendue aux victimes.

L'appel à la retenue et au respect des règles de guerre, bien que souvent répété, semble de plus en plus difficile à appliquer dans un conflit aussi enraciné et complexe que celui entre Israël et le Hamas. Le fait que des installations de l'ONU puissent être visées, intentionnellement ou non, montre à quel point les frontières entre zones de guerre et zones de refuge se brouillent.

Le conflit entre Israël et le Hamas est une guerre d'usure qui dure depuis des années, avec des phases de calme relatif entrecoupées de violentes escalades. Cette frappe contre l'école de l'UNRWA s'inscrit dans un contexte plus large de violence accrue dans la région, où chaque camp semble prêt à intensifier les actions militaires. Et comme toujours, ce sont les civils, ainsi que ceux qui les aident, qui paient le plus lourd

tribut.

Le personnel des Nations unies, bien que formé pour faire face à des situations de crise, se trouve désormais dans une position particulièrement vulnérable. Le sentiment d'être ciblé personnellement ajoute une nouvelle couche de peur et de stress dans un contexte déjà extrêmement tendu.

La question qui demeure est celle de la protection des travailleurs humanitaires dans des zones de conflit aussi dangereuses. Comment garantir leur sécurité tout en leur permettant de poursuivre leur mission essentielle ? Les récentes frappes à Gaza montrent que des efforts considérables doivent être faits pour assurer que le personnel humanitaire puisse travailler sans craindre pour sa vie.

**Alors que la situation à Gaza continue de se détériorer, les appels à un cessez-le-feu et à la protection des civils se multiplient. Mais tant que de tels incidents se produisent, le chemin vers la paix et la sécurité pour tous, y compris pour ceux qui travaillent à sauver des vies, semble encore bien long.**

La rédaction

# LE PRÉSIDENT KÉNYAN RENCONTRE SES TROUPES



**Le 20 septembre 2024, le président du Kenya, William Ruto, s'est rendu en Haïti pour rencontrer les forces de police kényanes déployées dans le pays dans le cadre d'une mission internationale de lutte contre les gangs. Ce déplacement intervient alors que la situation sécuritaire en Haïti continue de se dégrader, malgré les efforts des forces kényanes pour contenir la violence croissante dans la nation caribéenne. La vi-**

**site du président Ruto met en lumière les défis auxquels ces forces sont confrontées et soulève des questions sur l'efficacité de la mission internationale de maintien de la paix.**

Depuis l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse en 2021, Haïti est plongé dans une crise profonde, marquée par une recrudescence des violences liées aux gangs. Ces groupes criminels contrôlent aujourd'hui

environ 80 % de la capitale, Port-au-Prince, selon des rapports des Nations unies. Face à cette situation alarmante, la communauté internationale, sous l'égide des Nations unies, a lancé un appel à l'aide pour renforcer la sécurité en Haïti. En réponse à cet appel, le Kenya a été le premier pays à envoyer des forces sur le terrain, avec le déploiement de 400 policiers en juin 2024. Leur mission est claire : soutenir la police haïtienne dans la lutte contre les gangs et

aider à rétablir l'ordre dans le pays. Quelques mois plus tard, en septembre 2024, une vingtaine de policiers et soldats jamaïcains ont également rejoint les forces kényanes dans cette mission internationale. Le déplacement du président Ruto en Haïti a été l'occasion de montrer le soutien de son gouvernement aux forces kényanes déployées. Dès son arrivée à l'aéroport de Port-au-Prince, il a été accueilli par des officiers armés et des dignitaires haïtiens

# LE PRÉSIDENT KÉNYAN RENCONTRE SES TROUPES

et canadiens. Il a ensuite rencontré les policiers kényans sur une base à proximité de l'aéroport, où il a salué leur engagement et les efforts qu'ils déploient pour améliorer la sécurité du pays.

Le président Ruto a affirmé que les forces kenyanes avaient réussi à renforcer les infrastructures de sécurité et à permettre à certains Haïtiens déplacés par la violence de retourner chez eux. Cependant, ces déclarations ont été accueillies avec scepticisme par une partie de la population haïtienne, qui continue de vivre sous la menace constante des gangs. De nombreux habitants de Port-au-Prince estiment que la violence est tout aussi grave, sinon pire, qu'avant l'arrivée des forces internationales.

La visite de William Ruto s'est déroulée dans un contexte où la mission kényane est confrontée à des défis croissants. Bien que les policiers kényans fassent de leur mieux pour sécuriser les zones les plus touchées par la violence, ils sont en sous-effectif et manquent de ressources pour faire face à la puissance des gangs. Ces derniers sont lourdement armés et contrôlent non seulement la capitale, mais également des portions importantes du territoire haïtien. L'un des obstacles majeurs à la réussite de la mission est le manque de moyens adéquats pour

soutenir les forces sur le terrain. Les policiers kényans et jamaïcains, bien qu'engagés et déterminés, ne sont pas suffisamment nombreux pour contrer la domination des gangs. En dépit de leurs efforts, les violences se poursuivent, et les gangs continuent d'imposer leur loi à travers des meurtres, des enlèvements et des extorsions de fonds. Quelques jours avant la visite du président Ruto, un expert des Nations unies a lancé un avertissement, soulignant que la situation sécuritaire en Haïti ne cessait de s'aggraver. Selon cet expert, les gangs continuent de renforcer leur emprise sur le pays, exploitant les faiblesses des forces locales et internationales. Cette évaluation contredit en partie les déclarations optimistes du président kényan sur les progrès réalisés par ses forces en Haïti. L'ONU, tout en saluant l'engagement du Kenya et de la Jamaïque, a exprimé des inquiétudes quant à la capacité des forces déployées à venir à bout de

la violence dans le pays. Les ressources limitées des contingents kényan et jamaïcain ne permettent pas de mener des opérations de grande envergure, ce qui compromet l'efficacité de la mission. Les Nations unies ont par ailleurs appelé la communauté internationale à accroître son soutien, que ce soit par l'envoi de renforts ou par une assistance logistique accrue. Alors que la situation en Haïti reste critique, la visite du président Ruto a permis de remettre en lumière les défis que pose la lutte contre les gangs dans le pays. Si les efforts des forces kenyanes sont salués, ils ne suffisent pas pour inverser la tendance. Les violences continuent de faire des victimes parmi la population civile, et de nombreux Haïtiens ont perdu confiance dans la capacité des autorités, locales ou internationales, à restaurer la sécurité. Pour beaucoup, la solution à la crise haïtienne passe par une coopération internationale plus large et un engagement

renforcé de la part des grandes puissances. Les États-Unis, notamment, ont été pointés du doigt pour ne pas avoir fourni suffisamment de soutien à la mission kényane, malgré l'importance stratégique d'Haïti pour la région des Caraïbes.

**La visite du président William Ruto en Haïti souligne l'importance de la mission kényane dans la lutte contre la violence des gangs. Toutefois, les défis auxquels ces forces sont confrontées montrent les limites de cette intervention internationale. La communauté internationale devra redoubler d'efforts pour soutenir les contingents déployés et apporter une réponse plus adaptée à la gravité de la situation en Haïti. Sans une action coordonnée et renforcée, la spirale de la violence risque de s'accroître, rendant encore plus difficile la restauration de l'ordre dans le pays.**

La rédaction





# DOUMBOUYA CANDIDAT ? LE DÉBAT S'ENFLAMME



**L**a question de la participation du général Mamadi Doumbouya à la prochaine élection présidentielle de 2025 en Guinée devient un sujet brûlant sur la scène politique. Alors que la charte de la transition, adoptée après la prise de pouvoir par la junte en septembre 2021, semble interdire une telle candidature, des voix s'élèvent pour

suggérer le contraire. Ce débat, lancé par certains membres de la junte et du gouvernement, secoue l'opposition guinéenne, qui demande des éclaircissements urgents sur les intentions du leader du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD).

La charte de la transition,

qui gouverne le pays depuis le coup d'État de 2021, établit un cadre strict pour la gestion de la période de transition en Guinée. Elle prévoit que les membres de la junte, y compris le président Mamadi Doumbouya, ne peuvent se présenter à des élections organisées pendant cette phase. Cette disposition vise à garantir une transition impartiale

et à éviter que ceux ayant pris le pouvoir par la force ne monopolisent le processus démocratique en leur faveur.

Cependant, les récents discours de certains cadres du gouvernement et de la junte ont ouvert la voie à une autre interprétation de cette charte. Certains estiment que la situation pourrait évoluer, et qu'une

# DOUMBOUYA CANDIDAT ? LE DÉBAT S'ENFLAMME

candidature de Doumbouya n'est pas totalement exclue. Ces déclarations, ambiguës et souvent non officielles, suscitent des réactions variées et alimentent les spéculations sur une potentielle révision de la charte de la transition.

Le débat a été relancé par des propos tenus par Kalémodou Yansané, vice-président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), l'un des principaux partis d'opposition. Lors de l'assemblée hebdomadaire de son parti, le 21 septembre 2024, Yansané a pris la parole pour exprimer ses inquiétudes face à cette situation floue. « Si Doumbouya est candidat, ce n'est pas la peine de faire des élections », a-t-il affirmé sans détour, reflétant une crainte partagée par de nombreux opposants quant à la crédibilité d'un tel scrutin.

Yansané, tout en dénonçant l'idée d'une éventuelle candidature de Doumbouya, a adopté un ton mesuré, demandant au président de la transition de se prononcer publiquement sur ses intentions. « Nous demandons humblement au président Mamadi Doumbouya d'avoir le courage – comme il l'a souvent affirmé – de ne pas hésiter à déclarer clairement s'il entend se présenter ou non à l'élec-

tion présidentielle. Cette transparence est essentielle pour clarifier la voie à suivre », a-t-il déclaré, appelant ainsi à une clarification urgente pour dissiper les rumeurs.

L'UFDG n'est pas le seul parti à réagir. Plusieurs formations politiques, ainsi que des acteurs de la société civile, partagent cette demande de clarté, estimant qu'une déclaration de Doumbouya mettrait fin aux spéculations et permettrait de préparer sereinement l'échéance électorale de 2025.

Mamadi Doumbouya, figure militaire charismatique et leader du CNRD, s'est illustré par son discours anti-corruption et ses promesses de refondation de l'État guinéen depuis qu'il a renversé le président Alpha Condé en 2021. Il a toujours insisté sur le fait que la transition qu'il dirige est temporaire et destinée à mettre en place des institutions stables et démocratiques. Toutefois, son éventuelle candidature soulève des questions sur la véritable nature de cette transition et sur les motivations qui sous-tendent ses actions. D'un côté, ses partisans mettent en avant sa popularité dans certaines couches de la population et estiment qu'il est l'homme fort capable de mener la Guinée vers un avenir plus stable. De

l'autre, ses opposants pointent du doigt le risque de perpétuer un cycle de domination militaire sur la politique guinéenne, ce qui irait à l'encontre des principes démocratiques promis après la chute de Condé.

Au-delà de la question de la candidature de Doumbouya, la transition en Guinée fait face à de nombreux défis. Les réformes promises, notamment sur le plan institutionnel et économique, avancent lentement. La situation sécuritaire et sociale reste tendue, avec des manifestations sporadiques et des grèves qui rappellent l'instabilité politique du pays. Dans ce contexte, l'incertitude autour de la candidature de Doumbouya alimente les tensions. Les opposants craignent que la junte utilise la période de transition pour s'enraciner durablement au pouvoir, tandis que les partisans de Doumbouya le voient comme un garant de la stabilité nécessaire pour mener à bien les réformes.

Jusqu'à présent, Mamadi Doumbouya n'a pas réagi aux appels pressants des opposants qui lui demandent de clarifier sa position. Ce silence est interprété de différentes manières. Pour certains, il s'agit d'une stratégie, permettant au leader du CNRD de garder toutes les

options ouvertes, tandis que d'autres y voient un signe d'indécision face à la complexité de la situation. Certains analystes estiment que Doumbouya pourrait être tenté de briguer la présidence, tout en sachant que cela provoquerait une rupture définitive avec une partie de la classe politique et de la communauté internationale, qui s'attendent à ce qu'il respecte les engagements pris lors de sa prise de pouvoir.

À l'approche de l'élection présidentielle de 2025, la Guinée se trouve à un carrefour décisif. La question de la candidature de Doumbouya ne fait que souligner les tensions qui entourent la transition actuelle. Le pays, qui a connu des décennies de crises politiques, est une fois de plus confronté à des choix déterminants pour son avenir.

**La demande de transparence de la part de l'opposition est cruciale pour la crédibilité du processus électoral à venir. Quoi qu'il en soit, la décision du général Mamadi Doumbouya aura un impact majeur sur l'avenir politique de la Guinée, et la réponse à cette question pourrait définir le cours de l'histoire du pays pour les années à venir.**

La rédaction

# DISPARITION INQUIÉTANTE DE L'ATHLÈTE ODILE AHOUANWANOU



**La disparition soudaine d'Odile Ahouanwanou, athlète béninoise de renommée internationale, a plongé la communauté sportive et ses proches dans une vive inquiétude. L'heptathlonienne de 33 ans n'a plus donné signe de vie depuis le 10 septembre 2024, aux alentours de Rouen, où elle s'entraîne régulièrement. Depuis lors, les autorités françaises sont activement à sa recherche, et un appel à témoins a été lancé.**

Le 10 septembre 2024, comme chaque jour, Odile Ahouanwanou a déposé son enfant chez sa nourrice. Ce qui était supposé être une journée banale s'est rapidement transformé en drame lorsqu'elle ne s'est pas présentée pour récupérer son enfant en fin de journée. Ses proches, inquiets, ont tenté de la joindre sans succès. La police, alertée dès le lendemain, a rapidement ouvert une enquête. D'après les informations de la police française, la

dernière adresse connue de l'athlète est à Neufchâtel-en-Bray, une petite ville non loin de Rouen. Odile circulait habituellement en Volkswagen Polo, mais depuis sa disparition, ni elle ni son véhicule n'ont été repérés. Ces éléments alimentent les inquiétudes sur son sort.

Odile Ahouanwanou est une figure emblématique de l'athlétisme africain et international. Spécialiste de l'heptathlon, elle a représenté fièrement

son pays, le Bénin, dans de nombreuses compétitions internationales. Son parcours est jalonné de succès, dont une huitième place lors des championnats du monde d'athlétisme de 2019. Son dévouement et sa discipline ont fait d'elle une source d'inspiration pour de nombreux jeunes sportifs, tant au Bénin qu'à l'étranger. Ces dernières années, Ahouanwanou s'entraînait en France, poursuivant son rêve de se maintenir parmi l'élite mondiale de l'ath-



# LE PRÉSIDENT KÉNYAN RENCONTRE SES TROUPES

létisme. Décrite comme une femme déterminée, elle préparait activement les prochains grands rendez-vous sportifs, notamment les Jeux olympiques de 2024 à Paris. Sa disparition soudaine et inexplicée a ainsi profondément secoué la communauté sportive, qui se mobilise pour aider aux recherches.

Dans l'espoir de retrouver rapidement la trace d'Odile, les autorités françaises ont lancé un appel à témoins le 17 septembre, près d'une semaine après sa disparition. Cet appel encourage toute personne ayant des informations sur ses déplacements ou ayant aperçu son véhicule à contacter la police. À ce stade, les forces de l'ordre restent prudentes, mais n'écartent aucune piste, y compris celle d'un accident ou d'un acte criminel. L'ambassade du Bénin en France suit également de près l'évolution de la situation. Elle a exprimé son soutien à la famille d'Odile et appelé à la vigilance de la communauté béninoise en France. Le gouvernement béninois, inquiet pour l'une de ses plus grandes championnes, a annoncé être en contact étroit avec les autorités françaises pour s'assurer que tous les moyens nécessaires sont mobilisés.

Le mystère autour de la disparition de l'athlète demeure entier. Les en-

quêteurs tentent de reconstituer ses derniers mouvements, mais pour l'heure, aucun indice n'a permis de comprendre ce qui a pu se produire après qu'elle a quitté la nourrice. La possibilité d'un accident reste une hypothèse envisagée, mais l'absence de son véhicule ou d'autres éléments matériels rend la situation encore plus inquiétante.

En parallèle, la communauté sportive béninoise et internationale est en alerte. De nombreux athlètes ont exprimé leur soutien sur les réseaux sociaux, partageant des messages d'espoir sous le hashtag #RetrouvonsOdile. Des initiatives se multiplient pour sensibiliser le public à cette disparition, et plusieurs sportifs de renom ont appelé

leurs fans à se mobiliser. Odile Ahouanwanou est plus qu'une simple athlète. Pour ses proches, ses amis et ses coéquipiers, elle est une femme d'exception, reconnue pour sa gentillesse et son esprit de camaraderie. « Odile est une athlète talentueuse, mais avant tout, c'est une personne formidable. Nous espérons de tout cœur qu'elle sera retrouvée saine et sauve », a déclaré l'un de ses anciens entraîneurs.

En attendant de nouveaux développements, l'espoir de retrouver Odile saine et sauve reste vif. Ses proches, notamment sa famille restée au Bénin, vivent des heures particulièrement éprouvantes. « Nous ne savons plus quoi faire. Nous prions pour qu'elle soit en sécurité », a déclaré l'un de ses frères,

dévasté par l'absence d'informations.

**Alors que les jours passent, l'angoisse autour de la disparition de l'athlète béninoise Odile Ahouanwanou grandit. Les efforts de la police se poursuivent, avec l'aide de la communauté sportive et du public. Mais jusqu'à présent, le mystère reste entier.**

**Dans l'attente de nouveaux éléments, les fans, amis et collègues d'Odile continuent de garder l'espoir que l'enquête aboutira à une issue positive. Pour l'instant, la mobilisation pour la retrouver ne faiblit pas, et chacun espère un retour rapide de cette championne béninoise.**

*La rédaction*





# 1A

# F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité  
est essentielle pour  
la réussite à long terme  
de toute entreprise.  
Chez nous, c'est une valeur  
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

# F1RST AFRIQUE